

*Le marché du travail,
l'emploi sectoriel et
l'emploi professionnel
au Québec*

**Perspectives de long terme
2007-2016**

Septembre 2007

Le marché du travail, l'emploi sectoriel et l'emploi professionnel au Québec

Perspectives de long terme 2007-2016

Ce document a été réalisé par la Direction du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément le point de vue d'Emploi-Québec

Rédaction

André Grenier, économiste

Travaux d'économétrie

Lassad Damak

Graphiques et tableaux

André Grenier

Graphisme, mise en pages et soutien technique

Stéphane Leroux

Abonnement et changement d'adresse

CETECH

276, rue Saint-Jacques, 6^e étage

Montréal (Québec) H2Y 1N3

Téléphone : (514) 864-8234

Télécopieur : (514) 873-5070

Courrier électronique : cetech@mess.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque nationale du Québec, 2007

ISBN 978-2-550-51162-5

Cette publication est aussi publiée en ligne sur le site du CETECH

www.cetech.gouv.qc.ca

PRÉFACE

Dans le document *L'emploi : passeport pour l'avenir – Orientations stratégiques du plan gouvernemental pour l'emploi*, paru au début de 2005, des pistes d'action étaient proposées en vue de favoriser l'amélioration du niveau de qualification de la main-d'œuvre et le développement continu des compétences. L'une de ces pistes consistait à s'engager dans une démarche d'amélioration de la connaissance des besoins du marché du travail. Dans cette perspective, le gouvernement a mandaté Emploi-Québec pour effectuer, sur une base régulière, des prévisions sur le marché du travail québécois allant au-delà de l'horizon habituel de cinq ans, en le portant à dix ans.

La présente étude, *Le marché du travail, l'emploi sectoriel et l'emploi professionnel au Québec – Perspectives de long terme 2007-2016*, est le résultat d'un deuxième exercice de prévision de long terme réalisé en réponse au mandat confié à Emploi-Québec. Cette dernière y décrit, dans un premier temps, les projections relatives à la population active, au chômage et à l'emploi pour le Québec sur un horizon de dix ans. Dans un deuxième temps, elle aborde l'évolution prévue de l'emploi québécois selon les secteurs d'activité économique. Dans un troisième, Emploi-Québec expose, avec le même horizon temporel, les perspectives d'emploi par niveau et par domaine de compétences professionnelles. Elle traite aussi des besoins de main-d'œuvre liés au remplacement des personnes qui se retireront du marché du travail. Enfin, elle jette un regard sur la dimension régionale des perspectives du marché du travail. Emploi-Québec a l'intention de refaire régulièrement ces prévisions de long terme de façon à intégrer toute nouvelle information susceptible d'infléchir les tendances anticipées.

Le directeur du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et de l'information sur le marché du travail,

Normand Roy

TABLE DES MATIÈRES

5	FONDEMENTS DU SCÉNARIO DE LONG TERME
7	PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2007 À 2016
11	PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SECTORIEL
11	INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS
12	SECTEUR DES SERVICES
15	PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE
15	DOMAINES DE COMPÉTENCE
17	NIVEAUX DE COMPÉTENCE
21	DEMANDE DE REMPLACEMENT
23	MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL
25	TABLEAUX
34	BIBLIOGRAPHIE

FONDEMENTS DU SCÉNARIO DE LONG TERME

Le présent scénario, qui porte sur un horizon de dix ans, a été élaboré avec les mêmes outils économétriques que ceux utilisés par l'équipe d'analyse du marché du travail pour les perspectives de moyen terme (horizon de cinq ans). Le modèle sectoriel s'appuie sur un scénario macroéconomique de long terme, en l'occurrence celui du Conference Board du Canada de 2007 pour le Québec. Il permet d'estimer la production, la productivité du travail et l'emploi futurs par secteur d'activité. Pour les années 2007 à 2011, ces estimations ont été harmonisées avec celles des perspectives de moyen terme¹. Le scénario du Conference Board prévoit que la croissance économique diminuera au début de la prochaine décennie en raison du ralentissement démographique attendu. Elle ne sera plus que de 1,7 % en 2016.

La population future de 15 ans et plus et celle de 15 à 64 ans ont été estimées en appliquant aux estimations de ces populations pour 2006 figurant dans l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada, les pourcentages de variation annuelle, pour les années de prévision, du plus récent scénario de référence de perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec².

Pour l'estimation du taux d'activité, les auteurs ont considéré l'évolution passée de ce taux par groupe d'âge quinquennal³ au Québec et en Ontario, en examinant la tendance à la convergence entre les taux des deux provinces. Ont été également considérés les taux d'activité de la population de 15 à 64 ans de différents pays de l'OCDE. Les auteurs retiennent l'hypothèse que la plus grande rareté de la main-d'œuvre entraînée par le ralentissement démographique se traduira par une augmentation graduelle du taux d'activité. Ils ont constaté l'existence d'un seuil que les pays semblent avoir beaucoup de difficulté à franchir, et qui correspond à un taux d'activité de 80 % de la population de 15 à 64 ans⁴.

Quant à l'emploi selon les professions, il dépend, d'une part, de l'évolution de l'emploi dans les secteurs d'activité où sont exercées ces professions et, d'autre part, de l'évolution de la proportion des emplois de chaque secteur occupés par une profession donnée.

¹ Pour l'information sur les perspectives de moyen terme, lire André GRENIER, *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2007-2011*, Montréal, Emploi-Québec, Direction du Centre d'étude sur l'emploi et la technologie et de l'information sur le marché du travail, juillet 2007.

² INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, édition 2003, scénario A.

³ Les groupes d'âge quinquennaux vont de 15-19 ans à 65-69 ans. A été aussi considéré le taux d'activité de la population de 70 ans et plus.

⁴ En 2006, l'Islande (88 %), la Suisse (81,2 %), la Suède (80,2 %) et le Danemark (80,1 %) étaient les seuls pays de l'OCDE dont le taux d'activité dépassait 80 %, encore qu'en Islande et en Suède, ce taux est plutôt calculé par rapport à la population de 16 à 64 ans. Source : ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES, *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2007*, Paris, p. 276.

Mise en garde

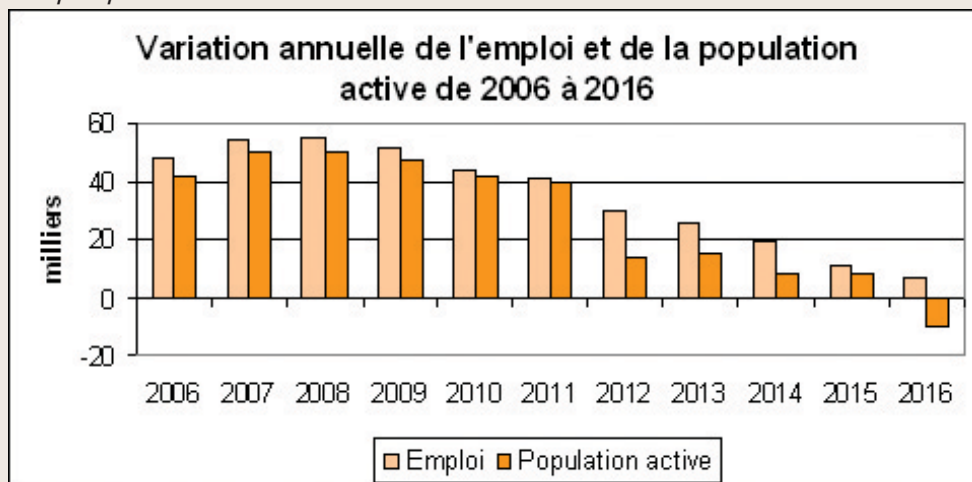
Les auteurs de la présente étude n'ont pas la prétention de « prédire » ce que sera le marché du travail québécois dans dix ans. Les perspectives exposées ici reposent sur les tendances structurelles de l'économie québécoise ainsi que sur un grand nombre d'hypothèses, toutes vraisemblables, mais qui ne se confirmeront sans doute pas toutes au cours des années qui viennent. Dans le passé récent, il y a tout juste six ans, au moment où la devise canadienne s'échangeait à peine à plus de 0,60 dollar américain, qui aurait pu prévoir qu'elle vaudrait aujourd'hui plus de 0,95 dollar? Cette hausse rapide a déjà eu des conséquences importantes sur le commerce extérieur, sur la croissance économique ainsi que sur l'évolution de l'emploi des différentes industries.

Si la hausse du dollar canadien devait se poursuivre, il faudrait revoir à la baisse l'emploi des prochaines années, notamment dans les domaines où l'on fait face à la concurrence étrangère. De même, si une récession devait survenir aux États-Unis, ce ne serait pas sans conséquence pour les entreprises exportatrices du Québec. Par ailleurs, en raison d'une immigration nette plus importante que prévue, la croissance démographique des dernières années a été supérieure à celle anticipée dans le plus récent scénario de l'Institut de la statistique du Québec. Si l'évolution démographique continue d'être plus rapide que ce qui était attendu, cela atténuera, sans toutefois le faire disparaître, le problème de rareté de main-d'œuvre entrevu pour après 2010, moment où les baby-boomers quitteront en nombre le marché du travail.

PERSPECTIVES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE 2007 À 2016

Le nombre d'emplois s'est accru de 636 000 au Québec au cours des dix dernières années. La création d'emplois prévue au cours des dix prochaines années est beaucoup plus modeste, soit de 339 000, ce qui portera le nombre d'emplois à 4 104 000 en 2016. La plus grande rareté de la main-d'œuvre sera la cause première du ralentissement de la création d'emplois. Avec les premiers baby-boomers qui ont célébré en 2007 leur 61^e anniversaire, les départs à la retraite seront de plus en plus nombreux, ce qui fera obstacle à la croissance de l'emploi. Au cours des cinq premières années, soit d'ici 2011, 246 000 emplois devraient être créés, mais, au cours des cinq années suivantes, la création d'emplois reculera à 93 000. Le taux de croissance de l'emploi sera en moyenne de 0,9 % par année. La croissance moyenne devrait atteindre 1,3 % entre 2006 et 2011, pour reculer à 0,5 % par année par la suite. Les personnes âgées viendront à la rescousse : en 2016, près de 100 000 emplois de plus qu'en 2006 seront détenus par des personnes de 65 ans ou plus. L'emploi de ces dernières a plus que doublé depuis 2000, passant à 59 000, et la tendance devrait prendre de l'ampleur avec l'arrivée des baby-boomers dans ce groupe. Au cours des cinq dernières années de prévision, soit les années 2012 à 2016, le maintien ou le retour en emploi des personnes de 65 ans et plus sera responsable de plus de la moitié de la croissance de l'emploi.

Graphique 1.1



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2007 à 2016.

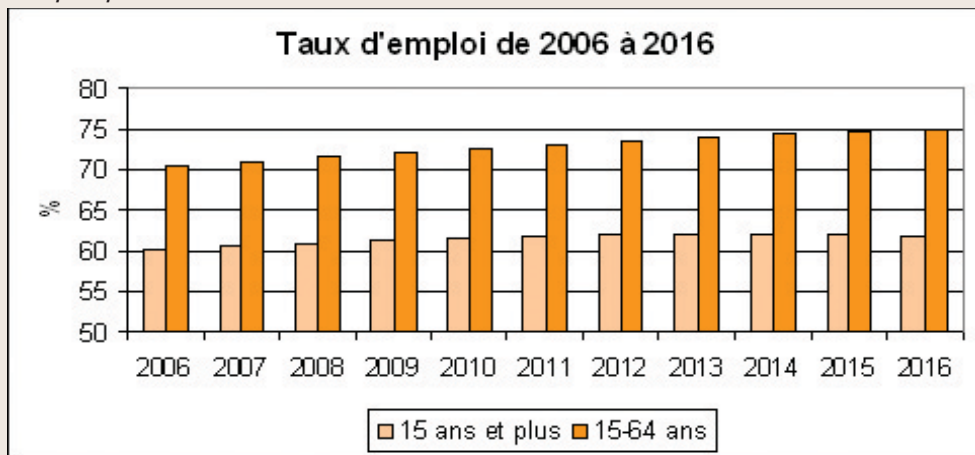
La population active⁵ croîtra, elle aussi, de plus en plus lentement avec le temps. Le scénario prévoit que 266 000 personnes joindront ses rangs d'ici 2016, ce qui en portera le nombre à 4 360 000. L'arrivée de 230 000 personnes sur le marché du travail est attendue au cours des cinq prochaines années, mais seulement 36 000 les suivront au cours des cinq années suivantes. Le déclin de la population

⁵ La population active est la population civile de 15 ans et plus (à l'exclusion des pensionnaires d'établissement) qui, durant la semaine de référence de l'enquête, était occupée ou en chômage. Source : Statistique Canada, *Guide de l'Enquête sur la population active 2006*, p. 15.

de 15 à 64 ans devrait débuter en 2012, pour un repli de 74 000 personnes jusqu'en 2016. Malgré l'augmentation attendue du taux d'activité de ce groupe, la population active de moins de 65 ans amorcerait son déclin en 2014. Les 9 000 personnes de plus sur le marché du travail cette année-là seraient toutes âgées de 65 ans ou plus. En 2016, les aînés ne suffiront plus pour compenser le recul de la population active de moins de 65 ans et le marché du travail amorcera son déclin avec une contraction de 10 000 personnes.

En 2016, la population active commencera à décliner.

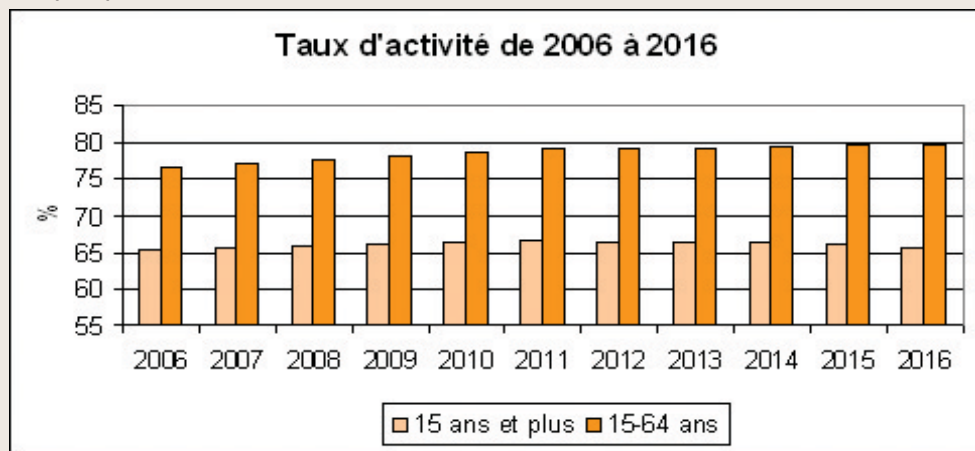
Graphique 1.2



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2007 à 2016.

Le taux d'emploi⁶, qui était de 60,2 % en 2006, continuera de progresser, mais à un rythme de plus en plus modeste, jusqu'en 2014, pour atteindre 62,1 %. Il commencera à reculer lentement en 2015 et ne sera plus que de 61,9 % en 2016. Le taux d'emploi des personnes de 15 à 64 ans, pour sa part, poursuivra sa progression tout au long de la période. Il passera de 70,4 % en 2006 à 75,1 % en 2016.

Graphique 1.3



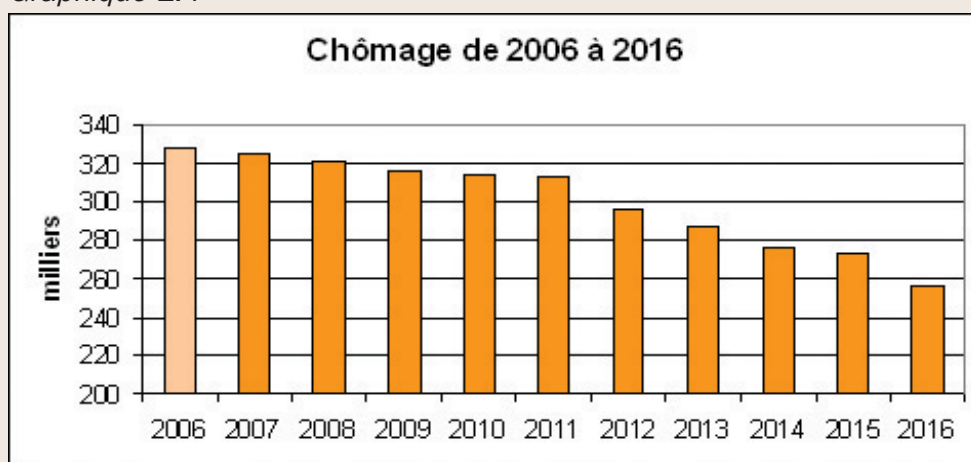
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2007 à 2016.

⁶ Le taux d'emploi correspond au nombre de personnes occupées, exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus. Le taux d'emploi d'un groupe particulier correspond au nombre de personnes occupées dans ce groupe, exprimé en pourcentage de l'effectif de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 18.

Au milieu de la prochaine décennie, la possibilité d'augmentation de la participation de la population de 15 à 64 ans au marché du travail aura sans doute atteint sa limite.

Le taux d'activité⁷ de la population de 15 ans et plus, qui s'est replié légèrement au cours des trois dernières années, reprendra un lent mouvement ascendant dans les cinq prochaines années, ce qui le portera à 66,7 % en 2011. Il déclinera par la suite en raison du poids démographique croissant de la population âgée absente du marché du travail. Il ne sera plus que de 65,8 % en 2016, en baisse de 0,9 point par rapport à 2011. Quant au taux d'activité de la population de 15 à 64 ans, il poursuivra sa progression jusqu'au milieu de la prochaine décennie pour atteindre 79,8 % en 2015, niveau qui devrait se maintenir en 2016. La possibilité d'augmentation de la participation de la population de 15 à 64 ans au marché du travail aura alors sans doute atteint sa limite.

Graphique 1.4



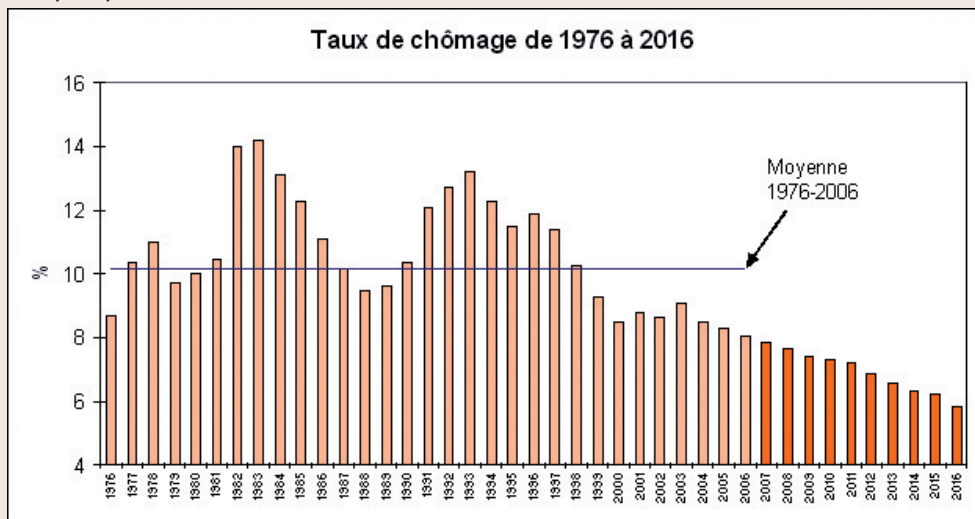
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2007 à 2016.

L'écart attendu entre la croissance prévue de l'emploi et celle de la population active se traduira par un recul du chômage⁸, recul qui prendra de l'ampleur au cours des cinq dernières années. Le nombre de chômeuses et de chômeurs, qui s'élevait à 329 000 l'an dernier, ne reculera que de 16 000 personnes d'ici 2011, mais il fondra de 57 000 entre 2011 et 2016, ce qui le portera à 256 000.

⁷ Le taux d'activité correspond au pourcentage de la population active totale par rapport à l'ensemble de la population de 15 ans et plus. Le taux d'activité pour un groupe donné correspond au pourcentage de la population active dans ce groupe par rapport à l'effectif total de ce groupe. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 17.

⁸ Les chômeurs et chômeuses sont les personnes qui, durant la semaine de référence de l'enquête, étaient disponibles pour travailler et avaient été mises à pied temporairement, avaient cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes ou devaient commencer un emploi au cours des quatre semaines suivantes. Le taux de chômage correspond au nombre de chômeurs et de chômeuses, exprimé en pourcentage de la population active. Source : STATISTIQUE CANADA, *op. cit.*, p. 9, 17-18.

Graphique 1.5



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2007 à 2016.

Le taux de chômage, qui était de 8 % en 2006, diminuerait d'abord lentement, pour arriver à 7,2 % en 2011. La baisse serait plus rapide par la suite, la main-d'œuvre se faisant de plus en plus rare; il serait de 5,9 % en 2016, le taux le plus bas depuis 1968.

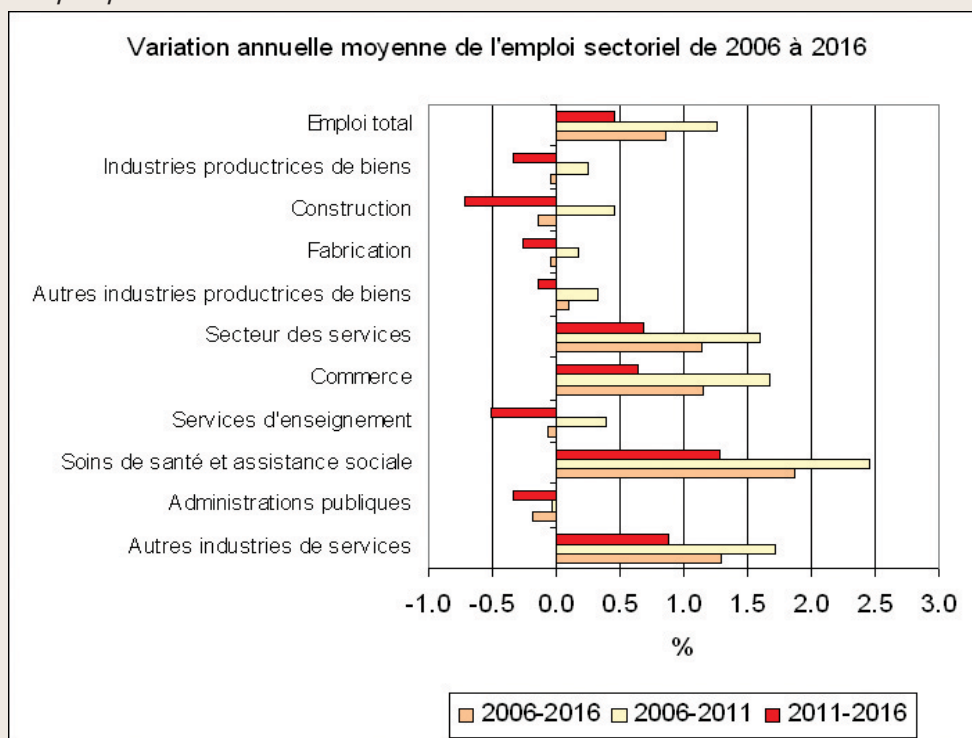
À 5,9 % en 2016, le taux de chômage sera à son plus bas depuis 1968.

Tous les nouveaux emplois seront dans les services.

PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SECTORIEL

La croissance de l'emploi se concentrera du côté des services, où il progressera en moyenne de 1,1 % d'ici 2016, pendant qu'il fera du surplace dans la production de biens. De ce côté, le nombre d'emplois augmentera de 11 000 entre 2006 et 2011 avant de se replier de 15 000 entre 2011 et 2016. Pendant ce temps, aux 235 000 emplois qui se créeront dans les services au cours des cinq prochaines années s'ajouteront 108 000 emplois dans les cinq années suivantes.

Graphique 2.1



Source : estimations d'Emploi-Québec.

INDUSTRIES PRODUCTRICES DE BIENS

Le nombre d'emplois reculera de 3 000 dans la fabrication de même que dans la construction, les gains des cinq premières années devant être annulés par les pertes attendues au cours des cinq années suivantes. Pendant ce temps, il inscrira un gain de tout juste 1 000 dans les autres industries productrices de biens⁹. Dans la fabrication, une modeste croissance, de 13 000 emplois, est attendue du côté de la fabrication de biens durables, notamment dans la fabrication de matériel de transport, la fabrication de produits informatiques,

⁹ Les autres industries productrices de biens comprennent l'agriculture, la pêche, l'exploitation forestière, l'extraction minière ainsi que les services publics.

électroniques et électriques et la fabrication de produits métalliques, tandis que l'emploi dans la fabrication de produits en bois et dans la fabrication de meubles est appelé à se replier modérément. Pendant ce temps, un recul de 16 000 emplois est prévu dans la fabrication de biens non durables, les gains dans la fabrication d'aliments et de boissons ne pouvant compenser les pertes dans le textile, le vêtement et le papier.

Dans la mesure où la valeur du dollar demeurera relativement élevée¹⁰, la seule façon d'améliorer la compétitivité des entreprises québécoises sera une augmentation de la productivité : les entreprises devraient être en mesure de produire davantage, mais n'auront pas pour autant besoin de plus de main-d'œuvre. Elles seront d'autant plus enclines à accroître leur productivité que la rareté de la main-d'œuvre exercera une pression à la hausse sur les salaires.

Malgré le repli attendu, le nombre d'emplois demeurera à un niveau historiquement élevé dans la construction. Néanmoins, le ralentissement démographique aura des conséquences sur l'activité dans la construction d'habitations et réduira la pression du côté de la construction commerciale et des travaux de génie, où les efforts porteront davantage sur l'entretien des infrastructures existantes que sur la construction de nouvelles, sauf en matière de développement de la capacité de production électrique.

Quant aux autres industries productrices de biens, l'on peut s'attendre à une progression modérée de l'emploi dans les services publics en raison, notamment, des développements annoncés dans la production hydroélectrique et éolienne. De même, le maintien à des niveaux élevés de la valeur des métaux contribuera à soutenir la production et l'emploi dans les mines. Cependant, les limites de la ressource forestière et les problèmes de relève agricole devraient se traduire par un repli de la main-d'œuvre dans ces industries.

SECTEUR DES SERVICES

Dans le secteur des services, on prévoit une hausse du nombre d'emplois de 92 000 dans les soins de santé et l'assistance sociale, de 76 000 dans le commerce et de 179 000 dans les autres industries de services¹¹ alors qu'il doit reculer de 4 000 dans les administrations publiques et faire du surplace dans les services d'enseignement.

La croissance de l'activité dans le commerce demeurera supérieure à la moyenne, soutenue notamment par l'augmentation des dépenses de consommation des ménages. Le règlement du dossier de l'équité salariale dans le secteur public québécois en 2007 et les baisses d'impôt provincial annoncées pour

¹⁰ Selon le scénario macroéconomique de long terme du Conference Board, la valeur de la devise canadienne devait plafonner en 2007 à près de 0,89 \$ US, pour reculer par la suite et se stabiliser à 0,84 \$ US. Or, elle se maintient plutôt, depuis quelques mois, aux environs de 0,95 \$ US. Elle était inférieure à 0,64 \$ US en 2002.

¹¹ Les autres industries de services comprennent les transports et l'entreposage, les finances, les assurances, l'immobilier et les services de location, les services professionnels, scientifiques et techniques, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien, l'information, la culture et les loisirs, l'hébergement et les services de restauration ainsi que les autres services.

2008 favoriseront cette consommation à court terme. À plus long terme, les décaissements des sommes mises de côté pour la retraite par des personnes de plus en plus nombreuses prendront le relais. Le rythme tendra néanmoins à ralentir avec le temps, ce qui se reflètera sur la création d'emplois. Si on prévoit la création de 55 000 postes au cours des cinq premières années, il ne devrait s'en ajouter que 22 000 au cours des cinq années suivantes. Au milieu de la prochaine décennie, l'emploi devrait avoir, à toutes fins utiles, cessé de croître dans le commerce, qui occupera alors un peu plus de 700 000 personnes.

Les services d'enseignement feront face à une baisse importante de la clientèle potentielle. Le plus récent scénario démographique de l'Institut de la statistique du Québec prévoit, entre 2006 et 2016, un repli de 10 % de la population de 5 à 20 ans. Le déclin devrait toutefois être compensé en partie par l'allongement prévu des heures hebdomadaires d'enseignement au primaire ainsi que par l'augmentation du budget alloué à l'aide aux élèves en difficulté. Par ailleurs, les statistiques les plus récentes en matière de naissances sont plus élevées que ce qui avait été anticipé, ce qui se traduira par une reprise de la croissance de la clientèle au primaire d'ici quelques années. Quant à la formation universitaire, elle se prolonge de plus en plus fréquemment jusqu'au deuxième ou au troisième cycle. Enfin, en raison des exigences du marché du travail, la formation continue est appelée à connaître une progression constante. Cela dit, si de modestes gains d'emplois sont attendus d'ici 2011, le nombre de postes devrait aller en diminuant par la suite.

Dans le secteur de la santé, on fera face à un défi démographique tout autre. D'ici 2016, pendant que la population totale n'augmentera que de 4 % et que celle de moins de 65 ans aura amorcé sa décroissance, le nombre de personnes de 65 ans et plus augmentera de plus du tiers, et les personnes très âgées, celles de 85 ans et plus, verront leurs rangs s'accroître de plus de 50 %. Or, ces personnes sont de bien plus grandes consommatrices de soins de santé que les autres groupes de la population. L'emploi dans les soins de santé et l'assistance sociale devrait augmenter de 1,9 % par année, ce qui demeure inférieur à la croissance de 2,8 % par année observée au cours des dix dernières années. La création d'emplois sera plus importante au cours des cinq premières années, avec l'addition de 59 000 personnes. De 2011 à 2016, la croissance de l'emploi du secteur ne sera plus que de 34 000, limitée par l'accélération des départs à la retraite et une main-d'œuvre disponible qui se fera de plus en plus rare.

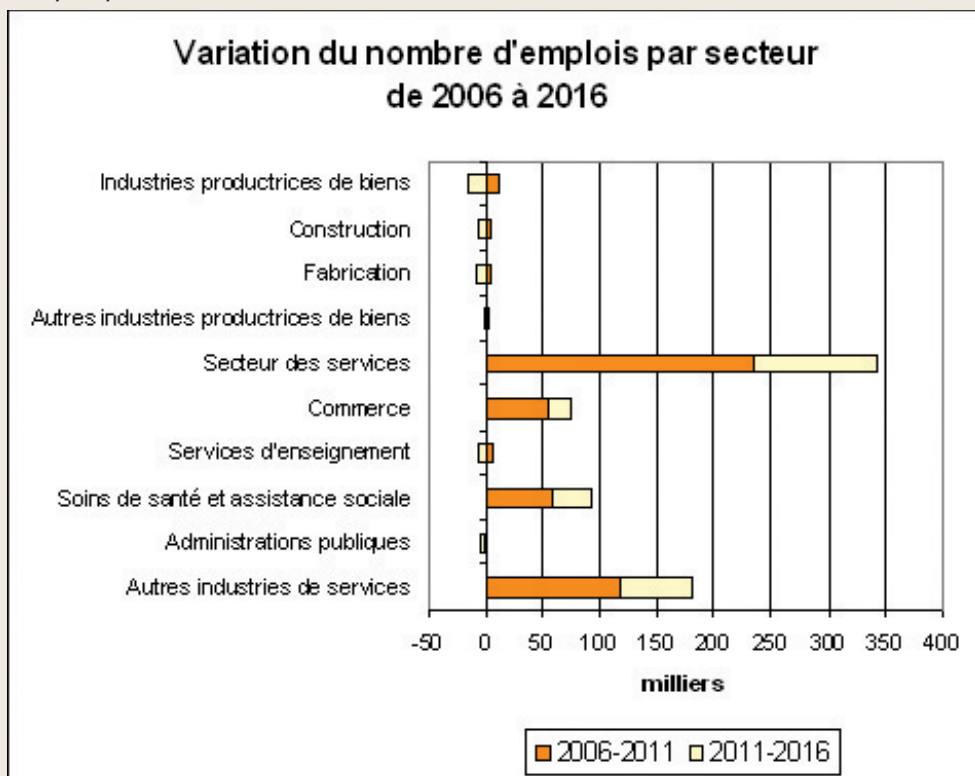
De 2011 à 2016, la croissance de l'emploi du secteur ne sera plus que de 34 000, limitée par l'accélération des départs à la retraite et une main-d'œuvre disponible qui se fera de plus en plus rare.

Du côté des administrations publiques, le plan de réduction de la taille de l'administration publique québécoise a déjà débuté. Celle-ci pourrait être réduite de 20 % en dix ans dans la perspective où le remplacement des employés et employées de l'État se ferait au rythme prévu d'un départ sur deux. Pour sa part, l'administration fédérale bénéficie d'imposants surplus budgétaires, mais cela ne se traduira pas nécessairement par une augmentation de la taille de l'État

fédéral. Quant aux municipalités, le transfert d'une partie de la taxe fédérale sur l'essence leur procurera une plus grande marge de manœuvre.

Près des deux tiers des gains d'emplois prévus dans les autres industries de services se produiraient au cours des cinq prochaines années. Ils seraient plus importants dans les services professionnels, scientifiques et techniques, la finance, les assurances, l'immobilier et la location, les services aux entreprises, les services relatifs aux bâtiments et les autres services de soutien ainsi que dans les industries de l'information, de la culture et des loisirs.

Graphique 2.2



Source : estimations d'Emploi-Québec.

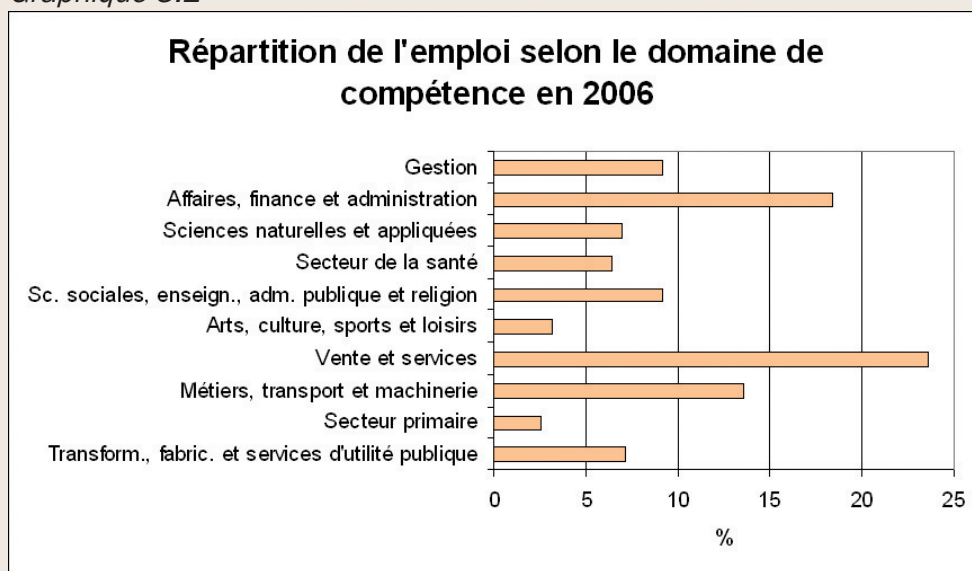
PERSPECTIVES DE L'EMPLOI SELON LES DOMAINES ET LES NIVEAUX DE COMPÉTENCE

La Classification nationale des professions répartit celles-ci en dix domaines de compétence : gestion; affaires, finance et administration; sciences naturelles et appliquées et domaines apparentés; secteur de la santé; sciences sociales, enseignement, administration publique et religion; arts, culture, sports et loisirs; vente et services; métiers, transport et machinerie; secteur primaire; transformation, fabrication et services d'utilité publique. Elle les répartit également selon cinq niveaux de compétence : gestion (la gestion est considérée à la fois comme un domaine et un niveau de compétence); professionnel; technique; intermédiaire; élémentaire¹².

DOMAINES DE COMPÉTENCE

Le domaine de la vente et des services employait à lui seul près du quart de la main-d'œuvre en 2006. Il comprend notamment les professions de la vente en gros et au détail, de la restauration et des services personnels, mais aussi les policiers et les pompiers. Ce domaine était suivi par celui des affaires, de la finance et de l'administration, avec un peu moins de 20 % des emplois, et par celui des métiers, du transport et de la machinerie, avec moins de 15 %. Les métiers du secteur primaire et ceux des arts, de la culture, des sports et des loisirs fermaient la marche, en fournissant ensemble à peine plus de 5 % de l'emploi total.

Graphique 3.1



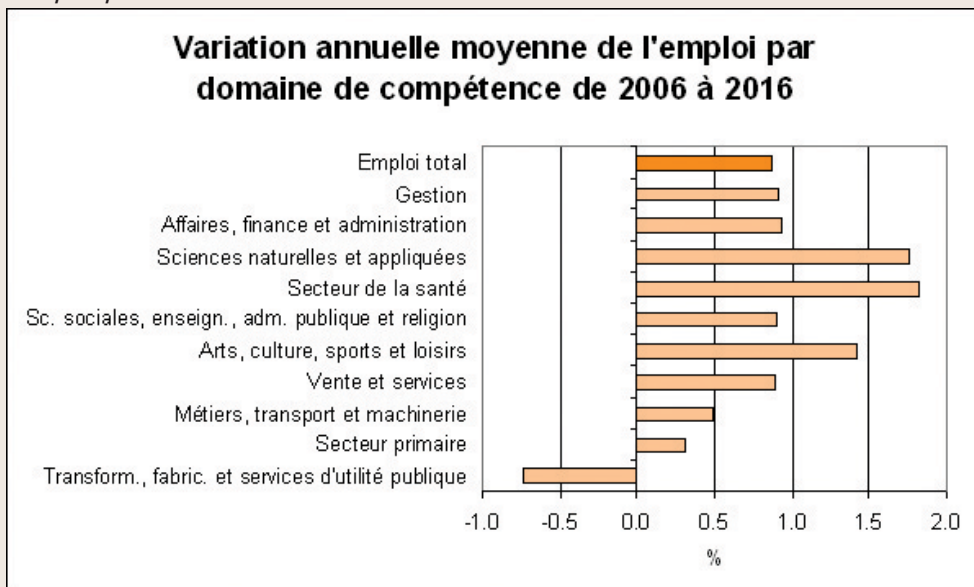
Source : estimations d'Emploi-Québec.

¹² DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA, *Classification nationale des professions 2001 – Descriptions des professions*, Ottawa, 2001

Trois domaines de compétence devraient voir leur effectif croître à un rythme plus élevé que l'emploi total (0,9 % par année) d'ici 2016. En tête se trouve le secteur de la santé (1,8 %), où la croissance de l'emploi s'appuiera sur l'évolution démographique et sur la volonté affirmée des autorités gouvernementales d'en faire une priorité. Les gains d'emplois se feront surtout du côté des emplois de soutien, moins coûteux. Suit le domaine des sciences naturelles et appliquées (1,7 %), porté par la vigueur de l'emploi dans les technologies de l'information, d'une part, et les importants projets d'investissement dans le génie civil et la voirie, d'autre part. La croissance dans le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs (1,4 %) s'appuiera quant à elle sur la croissance soutenue des dépenses de consommation des ménages.

Pendant que la croissance du domaine de la gestion, de celui des affaires, de la finance et de l'administration, de celui des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion ainsi que de celui de la vente et des services se comparera à la moyenne du marché du travail, deux autres domaines évolueront sous la moyenne, et un dernier devrait connaître une décroissance. Dans le domaine des métiers, du transport et de la machinerie (croissance moyenne prévue de 0,5 %), la croissance à prévoir dans les métiers du transport sera en partie contrée par un léger repli attendu dans la construction. Quant aux métiers du secteur primaire (0,3 %) et, surtout, à ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (-0,7 %), ils subiront les conséquences de la faiblesse attendue de l'emploi dans la production de biens.

Graphique 3.2



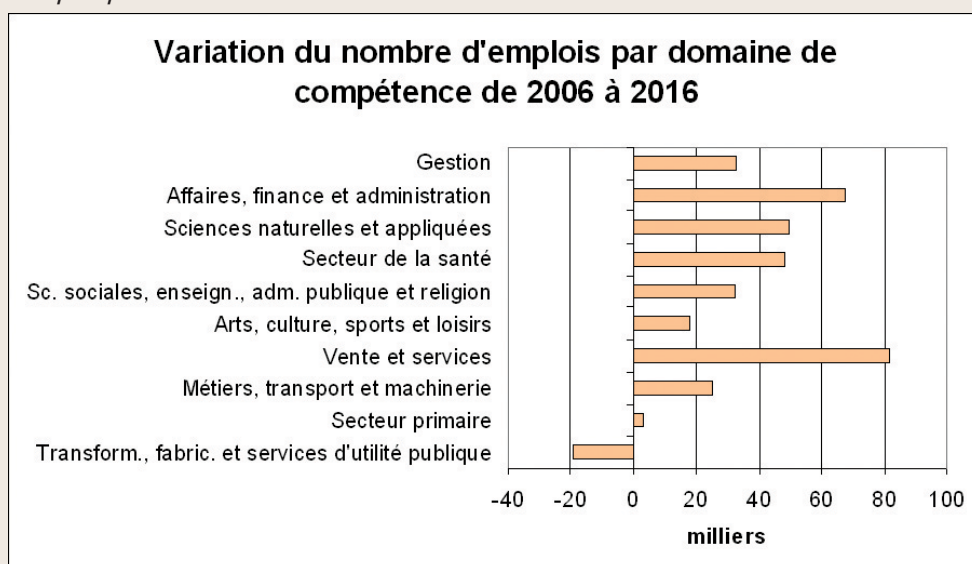
Source : estimations d'Emploi-Québec.

Bien qu'il ne se classe qu'au milieu du peloton quant au taux de croissance de l'emploi, le domaine de la vente et des services, avec ses 82 000 nouveaux emplois, fournira près du quart des 339 000 emplois supplémentaires prévus

d'ici 2016, ce qui le place devant les professions des affaires, de la finance et de l'administration (67 000), qui arrivent au deuxième rang. Ces deux domaines fourniront à eux seuls 44 % des nouveaux emplois. Suivent les professions des sciences naturelles et appliquées (49 000) et celles du secteur de la santé (48 000).

Même si l'on prévoit un rythme de croissance élevé de l'emploi, le domaine des arts, de la culture, des sports et des loisirs ne fournira que 18 000 nouveaux emplois et sera devancé par les domaines de la gestion (33 000), des sciences sociales, de l'enseignement, de l'administration publique et de la religion (32 000) ainsi que des métiers, du transport et de la machinerie (26 000). Enfin, deux domaines fermeront la marche, loin derrière les autres : les métiers du secteur primaire n'accueilleront que 3 000 personnes de plus tandis que ceux de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique connaîtront une baisse d'effectif de 19 000 personnes.

Graphique 3.3

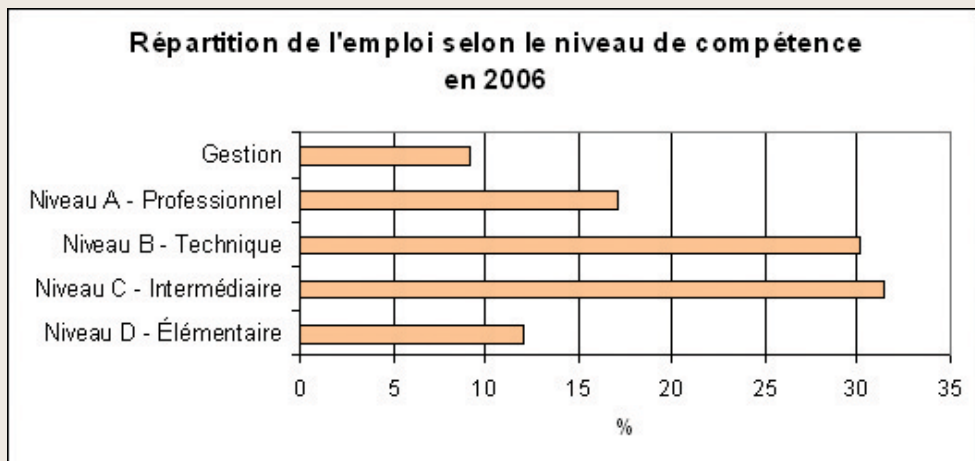


Source : estimations d'Emploi-Québec.

NIVEAUX DE COMPÉTENCE

C'est dans les métiers des niveaux intermédiaire et technique que se concentrait la majorité des emplois en 2006. Les emplois de niveau intermédiaire, pour lesquels un diplôme d'études secondaires et une courte formation en entreprise sont généralement suffisants, étaient exercés par 31 % de la main-d'œuvre, suivis de près par les métiers de niveau technique (30 %), dont la plupart demandent une formation technique collégiale ou une formation professionnelle du secondaire.

Graphique 3.4

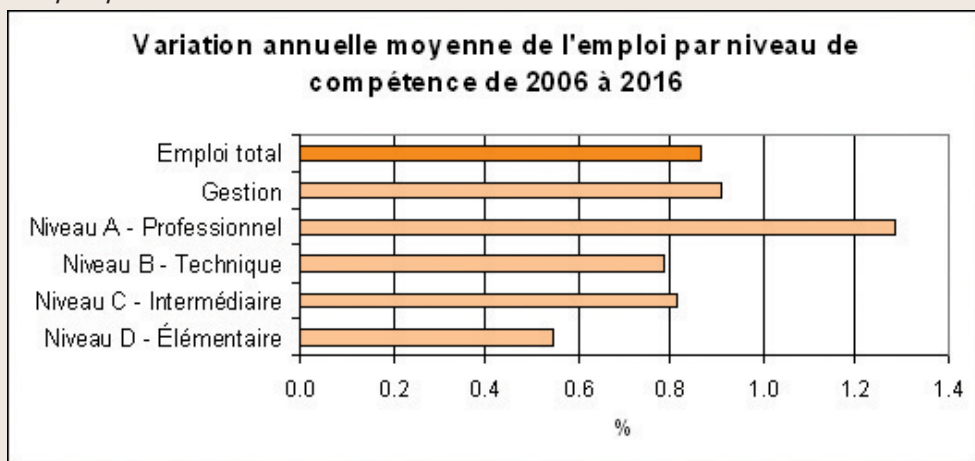


Source : estimations d'Emploi-Québec.

Les emplois de niveau professionnel, pour lesquels une formation universitaire est normalement exigée, étaient occupés par 17 % de la main-d'œuvre, tandis que ceux de niveau élémentaire, pour lesquels les exigences sont minimales, en occupaient 12 %. Enfin, 9 % de la main-d'œuvre occupait des emplois de gestion.

Les emplois de niveau professionnel connaîtront le taux de croissance le plus élevé, soit 1,3 % par année. À égalité avec la moyenne, on trouve les emplois de gestion. Tout juste derrière suivent les emplois de niveau intermédiaire et ceux de niveau technique, dont la croissance attendue est de 0,8 % par année. Les emplois de niveau élémentaire, avec une croissance prévue de 0,5 % par année, fermeront la marche.

Graphique 3.5

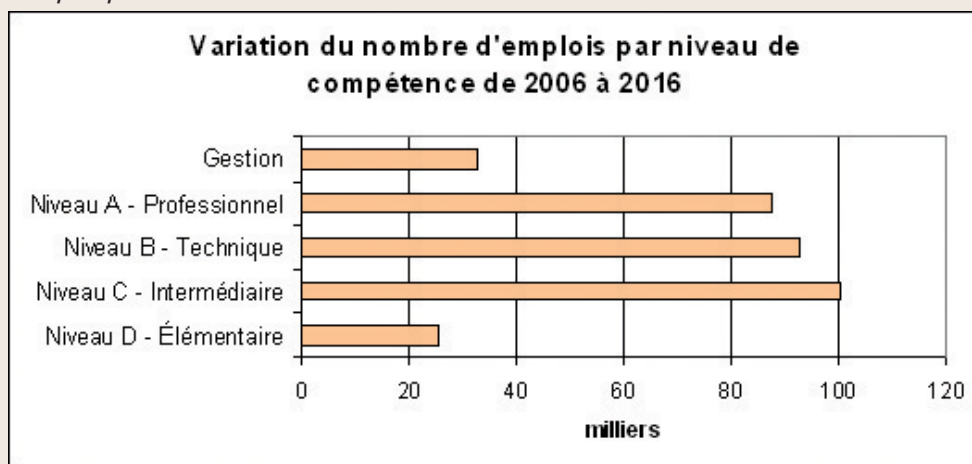


Source : estimations d'Emploi-Québec.

Comme dans le cas des domaines de compétence, le fait que le niveau de compétence professionnel soit appelé à connaître le plus fort rythme de croissance ne lui assurera pas la plus grande part des nouveaux emplois. Les

88 000 nouveaux emplois attendus pour ce niveau ne le classent qu'au troisième rang à ce chapitre, pas très loin toutefois derrière les niveaux intermédiaire (100 000) et technique (93 000). Des gains d'emplois de niveau intermédiaire importants sont attendus dans les domaines de la vente et des services (notamment dans le commerce de détail et la restauration), des affaires, des finances et de l'administration ainsi que du secteur de la santé.

Graphique 3.6



Source : estimations d'Emploi-Québec.

Les métiers de niveau élémentaire, exercés par plus de 450 000 personnes en 2006, fourniront 25 000 emplois de plus d'ici 2016. Ces nouveaux emplois se trouveront surtout dans le commerce de détail (caissières et caissiers, préposées et préposés à l'emballage) et dans la restauration (serveuses et serveurs au comptoir, aides de cuisine, plongeurs et plongées). Enfin, 33 000 postes seront réservés à la gestion, comme mentionné précédemment.

Les emplois de niveau technique méritent une attention particulière. Les métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée (niveau technique I) étaient exercés, en 2006, par 41 % des personnes occupant un emploi de niveau technique, contre 59 % qui exerçaient un métier demandant normalement une formation professionnelle du secondaire (niveau technique II). Or, près de 80 % de la croissance de l'emploi de niveau technique devrait concerner les métiers du niveau technique I, soit 74 000 nouveaux emplois, contre 19 000 pour les métiers de niveau technique II.

En distinguant ces deux groupes, on constate que les emplois de niveau technique I, avec un taux de croissance moyen de 1,5 % par année, sont ceux qui connaîtront le plus fort rythme de progression, devant les emplois de niveau professionnel. Par contre, les métiers de niveau technique II ne connaîtront qu'une progression de 0,3 % par année, ce qui les place derrière les emplois de niveau élémentaire.

Les emplois pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée connaîtront le plus fort taux de croissance.

Le niveau technique II, malgré une estimation positive dans les métiers de la vente et des services, sera touché par le déclin du métier de secrétaire et par la faiblesse prévue de l'emploi du côté des industries productrices de biens. Pendant ce temps, les métiers de niveau technique I devraient profiter d'une bonne croissance, principalement dans les technologies de l'information et des communications et dans la santé.

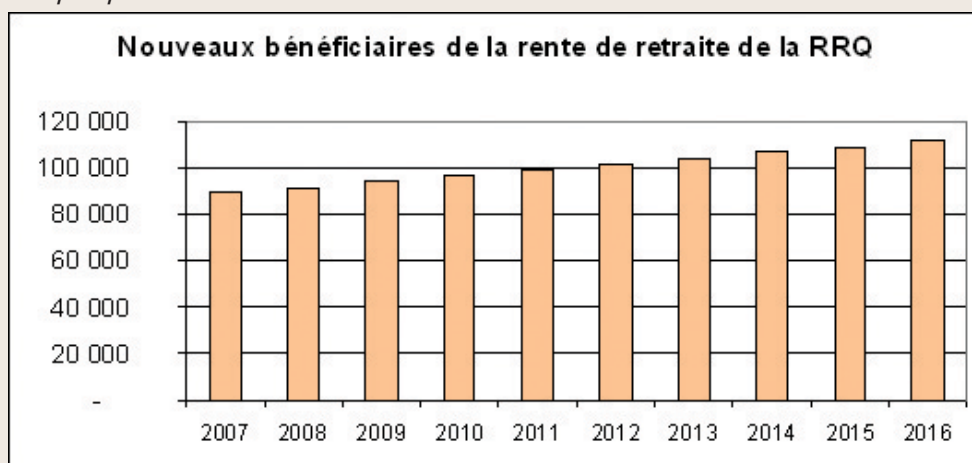
Un peu plus de 1 million de personnes devraient quitter le marché du travail. Il faudra remplacer, en dix ans, plus du quart de la main-d'œuvre.

DEMANDE DE REMPLACEMENT

La création prévue de 339 000 emplois entre 2006 et 2016 n'est pas, beaucoup s'en faut, la seule source des besoins de main-d'œuvre que le Québec connaîtra au cours de cette décennie. Le nombre de nouveaux retraités et retraitées, estimé par le nombre de nouvelles et de nouveaux prestataires de la rente de retraite du Régime de rentes du Québec, lequel était de moins de 65 000 en 2000, devait atteindre 85 000 en 2006. Le vieillissement de la main-d'œuvre et l'arrivée imminente des premiers baby-boomers à l'âge de la retraite accéléreront le rythme des retraits du marché du travail. Selon la Régie des rentes du Québec (RRQ), leur nombre devrait excéder 110 000 en 2016. Pour l'ensemble de la période, c'est un peu plus de 1 million de personnes qui devraient quitter le marché du travail. C'est dire qu'il faudra remplacer, en dix ans, plus du quart de la main-d'œuvre présentement en emploi.

Pour remplacer les départs et faire face à la croissance prévue de l'emploi, c'est plus de 1,3 million de personnes qui devront faire leur entrée sur le marché du travail, dont les trois quarts pour remplacer celles et ceux qui partiront.

Graphique 4.1



Source : RRQ, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2003*.

Par ailleurs, des besoins de remplacement se manifestent également lorsque des personnes laissent un métier pour en exercer un autre. Les besoins liés à la mobilité professionnelle ne créent pas de besoins nets supplémentaires de main-d'œuvre, puisqu'ils sont comblés par des personnes déjà présentes sur le marché du travail. Ils ont toutefois des conséquences sur la demande de main-d'œuvre pour plusieurs métiers, notamment les métiers moins qualifiés, qui sont souvent des métiers d'entrée sur le marché du travail; par exemple, les emplois

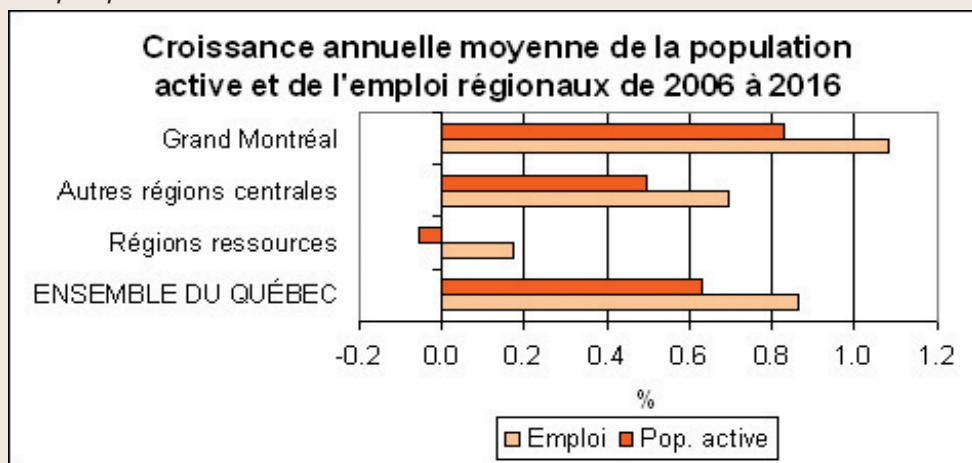
de caissière ou caissier ou de commis-vendeuse ou commis-vendeur dans la vente au détail, ou encore, les emplois de serveuse ou serveur ou de manœuvre. Ces métiers connaissent souvent une demande de main-d'œuvre soutenue en raison d'un fort roulement de personnel.

MARCHÉ DU TRAVAIL RÉGIONAL

L'évolution démographique prévue selon les régions¹³ sera un élément déterminant des tendances du marché du travail régional. Tandis que la population de 15 ans et plus progressera en moyenne de 0,6 % par année dans l'ensemble du Québec entre 2006 et 2016, la progression atteindra 0,8 % dans la grande région montréalaise¹⁴, qui sera la principale bénéficiaire de l'apport de l'immigration internationale. La croissance annuelle de la population sera plus modeste dans les autres régions centrales¹⁵, soit de 0,5 % par année, alors que cette population aura amorcé sa décroissance, à un rythme de 0,2 % par année, dans les régions ressources¹⁶. Dans ces dernières régions, le déclin de la population de 15 ans et plus devrait débuter en 2009.

Le plus grand dynamisme démographique de la grande région de Montréal se traduira par une croissance plus grande, sur ce territoire, de la population active (0,8 % par année) et de l'emploi (1,1 %). Les autres régions centrales verront leur population active augmenter en moyenne de 0,5 % et leur emploi, de 0,7 %. Quant aux régions ressources, le déclin démographique se traduira, malgré une légère hausse de leur taux d'activité, par un léger repli de leur population active (0,1 % par année). L'emploi y sera toutefois en modeste hausse pour l'ensemble de la période (0,2 % par année), les gains des cinq premières années surpassant les pertes prévues au cours des cinq années suivantes.

Graphique 5.1



Source : estimations d'Emploi-Québec.

¹³ Comme pour le Québec, la population régionale de 15 ans et plus prévue a été obtenue en appliquant aux estimations de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada pour 2006 les pourcentages de variation annuelle du dernier scénario démographique de référence de l'ISQ.

¹⁴ Cette région comprend les régions administratives de Montréal, de la Montérégie, de Laval, de Lanaudière et des Laurentides. Ces régions sont toutes comprises, en tout ou en partie, dans la région métropolitaine de recensement de Montréal.

¹⁵ Les autres régions centrales comprennent celles de la Capitale-Nationale, de la Chaudière-Appalaches, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de l'Outaouais.

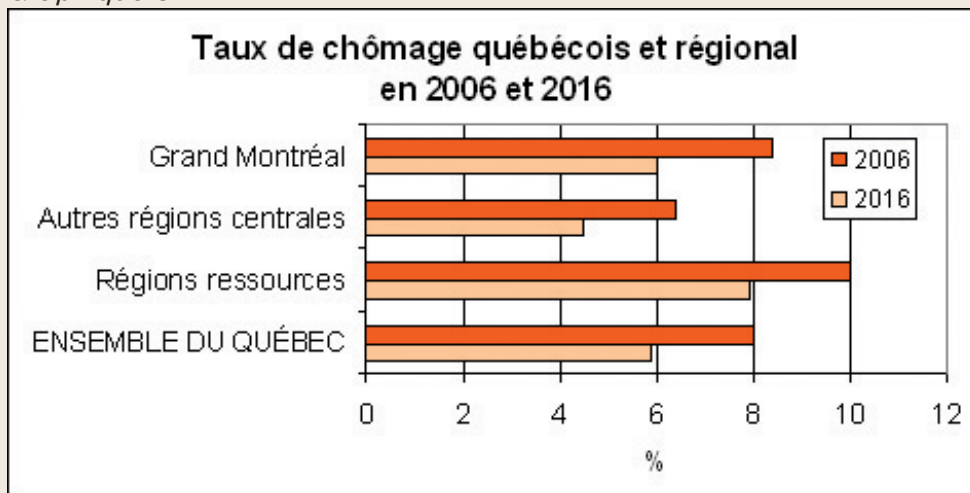
¹⁶ Les régions ressources regroupent les régions administratives de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Mauricie, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

La grande région de Montréal, qui regroupe 60 % de la population québécoise de 15 ans et plus, verra sa population active et son emploi augmenter respectivement de 215 000 et de 260 000 d'ici 2016, ce qui représente 81 % de la croissance totale de la population active québécoise et 77 % de l'emploi. Les autres régions centrales, qui forment le quart de la population, accapareront quelque 20 % de la croissance de la population active (54 000) et de l'emploi (72 000). Quant aux régions ressources, qui forment 14 % de la population, un gain de 9 000 emplois leur réserve moins de 3 % de la croissance prévue au Québec.

Si l'on observe des différences importantes entre les régions quant au rythme de croissance de la population active et de l'emploi, elles connaîtront toutes un recul important du chômage. Les autres régions centrales, qui connaissaient déjà, en 2006, le plus faible taux de chômage, à 6,4 %, devraient voir celui-ci continuer de se résorber à mesure que le retrait des baby boomers du marché du travail rendra la main-d'œuvre potentielle plus rare; selon les prévisions, il ne sera plus que de 4,5 % en 2016. La grande région de Montréal, dont le taux de chômage était, à 8,4 %, légèrement supérieur à la moyenne québécoise, verra celui-ci reculer à 6 %. Ce territoire compte une proportion importante de population immigrante. Or, cette population a plus de difficulté à accéder à un emploi, selon les données de l'*Enquête sur la population active* portant sur les personnes immigrantes. Enfin, les régions ressources, dont le taux de chômage s'élevait à 10 % en 2006, enregistreront un repli de celui-ci à 7,9 %.

La grande région de Montréal sera responsable de 77 % de la croissance des emplois.

Graphique 5.2



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2016.

Tableau 1
Le marché du travail au Québec de 2004 à 2016

	2004	2005	2006	2007	2008
Population	6 112,8	6 182,2	6 251,5	6 305,5	6 355,6
Var. ('000)	63,4	69,4	69,3	54,0	50,1
Var. (%)	1,0	1,1	1,1	0,9	0,8
Population active	4 024,1	4 052,7	4 094,2	4 145,0	4 195,7
Var. ('000)	31,3	28,6	41,5	50,8	50,7
Var. (%)	0,8	0,7	1,0	1,2	1,2
Emploi	3 680,5	3 717,3	3 765,4	3 819,7	3 874,9
Var. ('000)	51,7	36,8	48,1	54,3	55,2
Var. (%)	1,4	1,0	1,3	1,4	1,4
Chômage	343,7	335,4	328,8	325,3	320,8
Var. ('000)	-20,3	-8,3	-6,6	-3,5	-4,5
Var. (%)	-5,6	-2,4	-2,0	-1,1	-1,4
Taux d'activité	65,8	65,6	65,5	65,7	66,0
Var. (points de %)	-0,2	-0,2	-0,1	0,2	0,3
Taux de chômage	8,5	8,3	8,0	7,8	7,6
Var. (points de %)	-0,6	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2
Taux d'emploi	60,2	60,1	60,2	60,6	61,0
Var. (points de %)	0,2	-0,1	0,1	0,3	0,4

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active*; estimations d'Emploi-Québec pour 2007 à 2016.

Date : 13 juillet 2007

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
6 401,9	6 445,5	6 486,3	6 522,5	6 553,3	6 580,1	6 605,5	6 628,4
46,3	43,6	40,8	36,2	30,8	26,8	25,4	22,9
0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3
4 242,5	4 284,1	4 324,0	4 337,8	4 352,9	4 361,7	4 370,2	4 360,3
46,8	41,6	39,9	13,8	15,1	8,8	8,5	-9,9
1,1	1,0	0,9	0,3	0,3	0,2	0,2	-0,2
3 926,7	3 970,1	4 011,2	4 041,1	4 066,3	4 085,9	4 096,8	4 104,2
51,8	43,4	41,1	29,9	25,2	19,6	10,9	7,4
1,3	1,1	1,0	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2
315,8	314,0	312,8	296,7	286,6	275,8	273,4	256,1
-5,0	-1,8	-1,2	-16,1	-10,1	-10,8	-2,4	-17,3
-1,6	-0,6	-0,4	-5,1	-3,4	-3,8	-0,9	-6,3
66,3	66,5	66,7	66,5	66,4	66,3	66,2	65,8
0,3	0,2	0,2	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,4
7,4	7,3	7,2	6,8	6,6	6,3	6,3	5,9
-0,2	-0,1	-0,1	-0,4	-0,3	-0,3	-0,1	-0,4
61,3	61,6	61,8	62,0	62,1	62,1	62,0	61,9
0,4	0,3	0,2	0,1	0,1	0,0	-0,1	-0,1

Tableau 2
Le marché du travail des personnes de 15 à 64 ans au Québec de 2004 à 2016

	2004	2005	2006	2007	2008
Population	5 174,9	5 221,3	5 262,1	5 288,8	5 308,4
Var. ('000)	42,3	46,4	40,8	26,7	19,5
Var. (%)	0,8	0,9	0,8	0,5	0,4
Population active	3 972,4	3 995,7	4 031,0	4 072,8	4 113,7
Var. ('000)	27,7	23,3	35,3	41,8	40,9
Var. (%)	0,7	0,6	0,9	1,0	1,0
Emploi	3 631,0	3 662,6	3 706,5	3 752,1	3 798,0
Var. ('000)	47,8	31,6	43,9	45,6	45,9
Var. (%)	1,3	0,9	1,2	1,2	1,2
Chômage	341,4	333,1	324,6	320,7	315,7
Var. ('000)	-20,1	-8,3	-8,5	-3,9	-5,0
Var. (%)	-5,6	-2,4	-2,6	-1,2	-1,6
Taux d'activité	76,8	76,5	76,6	77,0	77,5
Var. (points de %)	-0,1	-0,3	0,1	0,4	0,5
Taux de chômage	8,6	8,3	8,1	7,9	7,7
Var. (points de %)	-0,6	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2
Taux d'emploi	70,2	70,1	70,4	70,9	71,5
Var. (points de %)	0,4	-0,1	0,3	0,5	0,6

Var. : variation.

Sources : données historiques, Statistique Canada, *Enquête sur la population active* ; estimations d'Emploi-Québec pour 2007 à 2016.

Date : 13 juillet 2007

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
5 322,4	5 331,3	5 334,3	5 327,8	5 316,0	5 299,4	5 281,8	5 260,0
14,0	8,9	3,0	-6,4	-11,8	-16,6	-17,7	-21,7
0,3	0,2	0,1	-0,1	-0,2	-0,3	-0,3	-0,4
4 150,6	4 182,4	4 211,6	4 215,5	4 220,2	4 217,8	4 215,2	4 196,3
36,9	31,8	29,2	3,9	4,6	-2,4	-2,6	-18,9
0,9	0,8	0,7	0,1	0,1	-0,1	-0,1	-0,4
3 840,3	3 874,4	3 905,4	3 925,6	3 940,6	3 949,3	3 949,6	3 948,0
42,3	34,1	31,0	20,2	15,0	8,7	0,3	-1,6
1,1	0,9	0,8	0,5	0,4	0,2	0,0	-0,0
310,3	308,0	306,2	289,9	279,5	268,4	265,6	248,3
-5,5	-2,3	-1,7	-16,3	-10,4	-11,1	-2,9	-17,2
-1,7	-0,7	-0,6	-5,3	-3,6	-4,0	-1,1	-6,5
78,0	78,5	79,0	79,1	79,4	79,6	79,8	79,8
0,5	0,5	0,5	0,2	0,3	0,2	0,2	-0,0
7,5	7,4	7,3	6,9	6,6	6,4	6,3	5,9
-0,2	-0,1	-0,1	-0,4	-0,3	-0,3	-0,1	-0,4
72,2	72,7	73,2	73,7	74,1	74,5	74,8	75,1
0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3

Tableau 3
Emploi par secteur d'activité de 2004 à 2016

en milliers ('000)	2004	2005	2006	2007	2008
Industries productrices de biens	913,3	925,9	901,0	896,9	901,9
Var. ('000)	-4,0	12,6	-24,9	-4,1	5,0
Var. (%)	-0,4	1,4	-2,7	-0,5	0,6
Construction	164,5	179,2	186,1	185,4	188,0
Var. ('000)	1,6	14,7	6,9	-0,7	2,6
Var. (%)	1,0	8,9	3,9	-0,4	1,4
Fabrication	630,2	615,7	581,3	578,5	580,2
Var. ('000)	2,2	-14,5	-34,4	-2,8	1,7
Var. (%)	0,4	-2,3	-5,6	-0,5	0,3
Autres industries productrices de biens	118,6	131,0	133,6	133,0	133,7
Var. ('000)	-7,8	12,4	2,6	-0,6	0,7
Var. (%)	-6,2	10,5	2,0	-0,4	0,5
Secteur des services	2 767,0	2 791,3	2 864,4	2 922,8	2 973,0
Var. (points de %)	55,4	24,3	73,1	58,4	50,2
Var. (%)	2,0	0,9	2,6	2,0	1,7
Commerce	611,3	619,6	628,5	644,5	655,7
Var. (points de %)	15,0	8,3	8,9	16,0	11,2
Var. (%)	2,5	1,4	1,4	2,5	1,7
Services d'enseignement	236,4	243,8	260,9	262,5	263,3
Var. (points de %)	-7,6	7,4	17,1	1,6	0,8
Var. (%)	-3,1	3,1	7,0	0,6	0,3
Soins de santé et assistance sociale	441,3	444,7	454,1	462,6	473,1
Var. (points de %)	14,7	3,4	9,4	8,5	10,5
Var. (%)	3,4	0,8	2,1	1,9	2,3
Administrations publiques	215,6	215,6	215,6	216,5	216,6
Var. (points de %)	3,4	0,0	0,0	0,9	0,1
Var. (%)	1,6	0,0	0,0	0,4	0,0
Autres industries de services	1 262,4	1 267,6	1 305,3	1 336,7	1 364,3
Var. (points de %)	29,9	5,2	37,7	31,4	27,6
Var. (%)	2,4	0,4	3,0	2,4	2,1
Emploi total	3 680,5	3 717,3	3 765,4	3 819,7	3 874,9
Var. (points de %)	51,7	36,8	48,1	54,3	55,2
Var. (%)	1,4	1,0	1,3	1,4	1,4

Var. : variation.

Date : 13 juillet 2007

2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
907,8	910,7	912,3	907,5	906,8	905,4	902,0	897,0
5,9	2,9	1,6	-4,8	-0,7	-1,4	-3,4	-5,0
0,7	0,3	0,2	-0,5	-0,1	-0,2	-0,4	-0,6
189,9	190,1	190,4	187,1	187,1	187,0	185,5	183,6
1,9	0,2	0,3	-3,3	0,0	-0,1	-1,5	-1,9
1,0	0,1	0,2	-1,7	0,0	-0,1	-0,8	-1,0
583,4	585,7	586,1	584,3	583,7	582,7	581,2	578,5
3,2	2,3	0,4	-1,8	-0,6	-1,0	-1,5	-2,7
0,6	0,4	0,1	-0,3	-0,1	-0,2	-0,3	-0,5
134,5	134,9	135,8	136,1	136,0	135,7	135,3	134,9
0,8	0,4	0,9	0,3	-0,1	-0,3	-0,4	-0,4
0,6	0,3	0,7	0,2	-0,1	-0,2	-0,3	-0,3
3 018,9	3 059,4	3 098,9	3 133,6	3 159,5	3 180,5	3 194,8	3 207,2
45,9	40,5	39,5	34,7	25,9	21,0	14,3	12,4
1,5	1,3	1,3	1,1	0,8	0,7	0,4	0,4
667,4	674,4	683,0	691,2	697,4	701,6	703,8	704,9
11,7	7,0	8,6	8,2	6,2	4,2	2,2	1,1
1,8	1,0	1,3	1,2	0,9	0,6	0,3	0,2
263,9	265,8	266,1	264,8	263,6	262,3	260,8	259,4
0,6	1,9	0,3	-1,3	-1,2	-1,3	-1,5	-1,4
0,2	0,7	0,1	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,5
485,3	498,4	512,6	519,0	525,8	532,7	539,7	546,5
12,2	13,1	14,2	6,4	6,8	6,9	7,0	6,8
2,6	2,7	2,8	1,2	1,3	1,3	1,3	1,3
214,3	214,4	215,3	215,8	215,2	214,3	213,0	211,7
-2,3	0,1	0,9	0,5	-0,6	-0,9	-1,3	-1,3
-1,1	0,0	0,4	0,2	-0,3	-0,4	-0,6	-0,6
1 388,0	1 406,4	1 421,9	1 442,8	1 457,5	1 469,6	1 477,5	1 484,7
23,7	18,4	15,5	20,9	14,7	12,1	7,9	7,2
1,7	1,3	1,1	1,5	1,0	0,8	0,5	0,5
3 926,7	3 970,1	4 011,2	4 041,1	4 066,3	4 085,9	4 096,8	4 104,2
51,8	43,4	41,1	29,9	25,2	19,6	10,9	7,4
1,3	1,1	1,0	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2

Tableau 4.1

Domaine de compétence	Emploi en 2006 (000)	Part de l'emploi total en 2006	Emploi en 2016 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	346	9,2 %	379	33	0,9 %
Affaires, finance et administration	693	18,4 %	760	67	0,9 %
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	261	6,9 %	310	49	1,7 %
Secteur de la santé	242	6,4 %	291	48	1,8 %
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	344	9,1 %	377	32	0,9 %
Arts, culture, sports et loisirs	118	3,1 %	136	18	1,4 %
Vente et services	887	23,5 %	969	82	0,9 %
Métiers, transport et machinerie	510	13,5 %	535	26	0,5 %
Secteur primaire	95	2,5 %	98	3	0,3 %
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	269	7,1 %	250	-19	-0,7 %
Emploi total	3 765	100,0 %	4 104	339	0,9 %

Tableau 4.2

Niveau de compétence	Emploi en 2006 (000)	Part de l'emploi total en 2006	Emploi en 2016 (000)	Variation de l'emploi (000)	Taux de variation annuel moyen
Gestion	346	9,2 %	379	33	0,9 %
Niveau A - Professionnel	645	17,1 %	733	88	1,3 %
Niveau B - Technique	1 137	30,2 %	1 230	93	0,8 %
Niveau B - Technique I*	461	12,2 %	535	74	1,5 %
Niveau B - Technique II**	676	18,0 %	695	19	0,3 %
Niveau C - Intermédiaire	1 185	31,5 %	1 285	100	0,8 %
Niveau D - Élémentaire	453	12,0 %	478	25	0,5 %
Emploi total	3 765	100,0 %	4 104	339	0,9 %

* Technique I correspond aux métiers pour lesquels une formation technique collégiale est normalement exigée.

** Technique II correspond aux métiers demandant normalement une formation professionnelle du secondaire.

Source : estimations d'Emploi-Québec.

Tableau 5

Nouvelles rentes de retraite de la RRQ	
2007	88 871
2008	91 393
2009	94 554
2010	96 958
2011	99 174
2012	101 292
2013	103 965
2014	106 967
2015	108 755
2016	111 185
Total	1 003 114

Source : RRQ, *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2003.*

BIBLIOGRAPHIE

CONFERENCE BOARD DU CANADA. *Prévisions de long terme*, hiver 2007, compilation spéciale.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES CANADA. *Classification nationale des professions – Description des professions*, 2001.

GRENIER, André. *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2007-2011*, Emploi-Québec, juillet 2007, 85 pages.

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC. *Perspectives démographiques, Québec et régions, 2001-2051*, édition 2003.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2007*, 307 pages.

RÉGIE DES RENTES DU QUÉBEC. *Analyse actuarielle du Régime de rentes du Québec au 31 décembre 2003*.

STATISTIQUE CANADA. *Enquête sur la population active*, compilations spéciales.

STATISTIQUE CANADA. *Guide de l'Enquête sur la population active 2006*, 45 pages.

STATISTIQUE CANADA. *Recensement 2001*, compilations spéciales.

STATISTIQUE CANADA. *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*, avril 2003, 908 pages.

*Le marché du travail,
l'emploi sectoriel et
l'emploi professionnel
au Québec*

**Perspectives de long terme
2007-2016**

Septembre 2007